

Burundi : le président Trump prolonge d'un an l'urgence nationale

La Libre Belgique, 21 novembre 2018 Le président Donald Trump (photo) a prolongé d'un an les sanctions prises en novembre 2015 par Barack Obama contre des personnalités du Burundi, en raison de leur rôle dans la dégradation de la situation dans ce pays.

L'ex-président Obama avait jugé que la situation au Burundi « marquée par des meurtres et violences contre des civils, des troubles, l'incitation à la violence et une répression politique significative » menaçait « la paix, la sécurité et la stabilité du Burundi », ce qui constitue une menace « extraordinaire à la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis ». Il avait donc pris des sanctions contre quatre personnalités burundaises, dont trois proches du président Pierre Nkurunziza: Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la Sécurité publique; Cyrille Ndayirukiye, ex-ministre de la défense; Godefroid Bizimana, directeur-adjoint de la police. La quatrième personne sanctionnée était le général major Godefroid Nyombare, auteur de la tentative ratée de coup d'Etat de mai 2015, destinée à mettre fin au coup de force institutionnel du président Nkurunziza. Ce dernier a plongé son pays dans une grave crise multiforme lorsqu'il a annoncé, en avril 2015, son intention de se présenter à un troisième mandat, ce que lui interdisait expressément l'Accord de paix d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile. Ces sanctions sont une interdiction de visa vers les Etats-Unis, un gel des biens dans ce pays, l'interdiction pour des Américains de faire affaire avec eux et l'interdiction de leur faire des dons. Elles venaient à échéance ce 22 novembre. Par Marie-France Cros.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});